

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour publication immédiate : Le mardi 23 janvier 2024

LES DIRIGEANT(E)S EN ÉDUCATION DE L'ONTARIO S'UNISSENT POUR METTRE FIN À LA VIOLENCE DANS LES ÉCOLES : OSSTF/FEESO DEMANDE LA MISE EN PLACE D'UNE TABLE D'ACTION SUR LA SÉCURITÉ DANS LES ÉCOLES

TORONTO ON — Hier, la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (OSSTF/FEESO) a organisé un **Sommet sur la sécurité dans les écoles** révolutionnaire, rassemblant des membres du personnel en éducation, des syndicats, des chercheuses et chercheurs, des expert(e)s en santé mentale des enfants, des défenderesses et défenseurs de la cause des handicapés, des conseils de directions d'écoles, des directions de conseil scolaire, des chefs de file de la société civile et des communautés, ainsi que des décisionnaires politiques dans le but d'aborder la crise de plus en plus grave de la violence dans les écoles de l'Ontario. Cet événement marque un tournant critique dans les efforts collectifs pour faire assurer des milieux d'apprentissages sûrs et positifs à chaque élève, membre du personnel enseignant et travailleuse et travailleur en éducation partout dans la province.

« La violence dans les écoles de l'Ontario ne peut pas être normalisée », a dit la présidente d'OSSTF/FEESO, Karen Littlewood. « Présentement, nous ne répondons pas aux besoins des élèves et du personnel dans les écoles de partout en Ontario, alors que le nombre d'incidents violents continue d'augmenter. Nous avons organisé ce sommet parce que la crise exige des solutions rapides et efficaces pour mettre fin à la violence, et pourtant, le gouvernement Ford manque d'agir jusqu'à présent. Il ne nous donne aucun autre choix que d'agir sans lui. »

Le Sommet comprenait des discussions approfondies sur les enjeux systémiques qui alimentent la violence dans les écoles, y compris le sous-financement chronique de l'éducation publique, qui a donné lieu à une insuffisance de soutiens et de services aux élèves et une pression croissante sur les salles de classe en raison de la pénurie de personnel.

Dawn Hoffman, chercheuse principale chez *Strategic Communications, Inc.* a déclaré, « de multiples travaux de recherche effectués ces dernières années par nous-mêmes et d'autres au nom de plusieurs syndicats en éducation démontrent des niveaux alarmants de violence à l'égard du personnel en éducation et des travailleuses et travailleurs en éducation dans les écoles de l'Ontario. Notre [projet de recherche](#) démontre qu'au-delà de trois membres d'OSSTF/FEESO sur dix ont été victime de force physique exercée contre eux lors de l'année scolaire 2022-2023. Combinée aux [données tirées d'un sondage](#) mené par *Stratcom* commandé par la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario (ETFO/FEEO) lors de la même période, et d'études publiées à l'Université d'Ottawa auprès des travailleuses et travailleurs en éducation, nous voyons ce qu'on pourrait raisonnablement appeler une épidémie dans les écoles de l'Ontario. »

- suite -

Les participantes et participants ont travaillé dans la collaboration pour élaborer des solutions réalisables, en se basant sur les recommandations décrites dans le Livre blanc nouvellement publié d'OSSTF/FEESO, *En sécurité à l'école : Livre blanc d'OSSTF/FEESO sur l'établissement de communautés scolaires plus sûres*. Certaines des solutions les plus importantes comprennent :

- La ministre de l'Éducation devrait créer une Table d'action sur la sécurité dans les écoles incluant de multiples intervenant(e)s dont le mandat sera d'élaborer un Plan d'action complet en matière de sécurité dans les écoles.
- La ministre de l'Éducation devrait élargir le financement et l'admissibilité aux subventions pour la sécurité dans les écoles afin de permettre aux conseils scolaires d'embaucher un personnel qualifié additionnel, comme le personnel professionnel de soutien aux élèves, les aides-enseignant(e)s, et d'autres travailleuses et travailleurs en éducation pour ajouter au système d'éducation public.
- Le ministre du Travail, de l'Immigration, de la Formation et du Développement des compétences devrait créer une réglementation propre au secteur de l'éducation, sous la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, qui tient compte et de la nature unique des lieux de travail scolaires et qui abordent ceux-ci. La réglementation devrait inclure dans les règlements propres au secteur une exigence stipulant que les plans et programmes en matière de violence en milieu de travail doivent être élaborés en consultation avec le Comité mixte sur la santé et la sécurité.
- Le gouvernement de l'Ontario devrait mettre en place une exonération dédiée sur les frais de scolarité dans le but d'attirer des élèves vers les programmes en éducation, dans le cas des emplois en éducation pour lesquels il y a présentement une pénurie.
- Les syndicats, les conseils scolaires et les administratrices et administrateurs devraient mettre sur pied des campagnes conjointes sur la création de cultures non violentes dans les écoles.

OSSTF/FEESO exhorte le gouvernement Ford à passer immédiatement à l'action et à s'engager à collaborer avec les participantes et participants au Sommet pour rendre les écoles de l'Ontario plus sûres. Une importante priorité doit être la création d'une Table d'action sur la sécurité dans les écoles incluant de multiples intervenant(e)s dont le mandat sera d'élaborer un Plan d'action complet en matière de sécurité dans les écoles. OSSTF/FEESO et d'autres intervenant(e)s au Sommet, y compris d'autres syndicats en éducation, se sont engagés à créer une Table d'action sur la sécurité dans les écoles, avec ou sans l'implication du gouvernement.

Les participantes et participants au Sommet font demandent collectivement aux intervenant(e)s—y compris les partis politiques, les conseils scolaires et les organismes communautaires—d'appuyer et de mettre en place les recommandations du Sommet.

« Il ne s'agit pas seulement de mettre fin à la violence; il s'agit de bâtir des écoles où chaque élève se sent appuyé et chaque membre du personnel se sent en sécurité », a conclu Karen Littlewood.

« Nous faisons appel à tous—des décideurs politiques aux parents—pour qu'ils se joignent à nous pour faire de cette vision une réalité. »

OSSTF/FEESO s'engage à tenir tous les intervenant(e)s redevables et nous travaillerons sans relâche pour nous assurer que les recommandations qui ressortiront du Sommet sont réalisées. Le syndicat demeure ouvert à une collaboration avec le gouvernement Ford pour atteindre ces buts.

OSSTF/FEESO, créé en 1919, représente plus 60 000 membres de partout en Ontario. Ils comprennent le personnel enseignant des écoles secondaires de l'Ontario, le personnel enseignant suppléant, les aides-enseignant(e)s, les éducateurs et éducatrices, le personnel enseignant à l'éducation permanente et les instructeurs, les éducateurs et éducatrices de la petite enfance, les psychologues, les secrétaires, les orthophonistes, les travailleurs et travailleuses sociaux, le personnel de conciergerie, le personnel de soutien des universités ainsi que plusieurs autres membres du personnel du domaine de l'éducation.

Personne-ressource : Caitlin Reid
Conseillère en médias et communications
Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario
Caitlin.Reid@ossf.ca
416-576-8346